

VILLE D'OLLIOULES

REGLEMENT INTERIEUR

CONSEIL MUNICIPAL

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

MARS 2020

MODIFICATION 19 SEPTEMBRE 2022 (n° 22/09/4.7)

Préambule

L'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit l'obligation pour les conseils municipaux des communes de 1000 habitants et plus, de se doter d'un règlement intérieur. Il doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La loi impose néanmoins au conseil municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultations des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Le règlement intérieur constitue une véritable législation interne du conseil municipal. Il s'impose en premier lieu aux membres du conseil, qui doivent respecter les procédures qu'il prévoit : le non-respect de ces règles peut entraîner l'annulation de la délibération du conseil municipal.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : Réunions du conseil municipal	4
ARTICLE 1 – Périodicité des séances ARTICLE 2 – Convocation ARTICLE 3 – Ordre du jour et délai de convocation ARTICLE 4 – Accès aux dossiers ARTICLE 5 – Questions orales ARTICLE 6 – Questions écrites ARTICLE 7 – Conseillers intéressés	
CHAPITRE II : Commissions et comités consultatifs	6
ARTICLE 8 – Commissions municipales ARTICLE 9 – Fonctionnement des commissions municipales ARTICLE 10 – Comités consultatifs ARTICLE 11 – Commission consultative des services publics locaux ARTICLE 12 – Commission d'appel d'offres	
CHAPITRE III : Présidence	7
ARTICLE 13 – La présidence de la séance ARTICLE 14 – Quorum ARTICLE 15 – Mandats ARTICLE 16 – Secrétariat de séance ARTICLE 17 – Accès et tenue du public ARTICLE 18 – Enregistrement des débats ARTICLE 19 – Séances à huis clos ARTICLE 20 – Police de l'assemblée	
CHAPITRE IV : Débats et votes des délibérations	9
ARTICLE 21 – Déroulement de la séance ARTICLE 22 – Débats ordinaires ARTICLE 23 – Débat d'orientation budgétaire ARTICLE 24 – Suspension de la séance ARTICLE 25 – Amendements ARTICLE 26 – Référendum local ARTICLE 27 – Consultation des électeurs ARTICLE 28 – Votes ARTICLE 29 – Clôture de toute discussion	
CHAPITRE V : Publicité des débats et des décisions	12
ARTICLE 30 – Délibérations et Procès-verbaux ARTICLE 31 – Affichage et communication	
CHAPITRE VI : Dispositions diverses	14
ARTICLE 32 – Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux ARTICLE 33 – Bulletin d'information générale ARTICLE 34 – Désignation des délégués dans les organismes extérieurs ARTICLE 35 – Retrait d'une délégation à un adjoint ARTICLE 36 – Modification du règlement ARTICLE 37 – Application du règlement	
Annexe à l'article 33 du règlement intérieur	16

CHAPITRE I : Réunions du conseil municipal

ARTICLE 1 – Périodicité des séances (art L2121-7 et L2121-9 du CGCT)

Le principe de périodicité des réunions du conseil municipal est admis. Les réunions ont traditionnellement lieu le lundi soir à partir de 18 H 00 selon une programmation purement indicative présentée et annoncées tous les quadrimestres.

ARTICLE 2 –Convocation (art L2121-10 du CGCT)

Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est transmise de manière dématérialisée à chaque conseiller à l'adresse électronique de son choix, ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion du conseil municipal.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est jointe à l'envoi.

La convocation est adressée en version dématérialisée ou par porteur (version papier). Un droit d'option est proposé à chaque conseiller municipal qui aura le choix entre chacune des options.

- ⇒ Version dématérialisée envoyée à l'adresse mail du choix du conseiller municipal
- ⇒ Version papier remise à leur domicile

Un imprimé rempli par chaque conseiller municipal viendra acter ce choix en début de mandat.

ARTICLE 3 – Ordre du jour et délai de convocation (art L2121-12 du CGCT)

La note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation et l'ordre du jour aux membres du conseil municipal. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peuvent, à sa demande, être consulté en mairie par tout conseiller municipal.

Le délai de convocation est fixé à **cinq jours francs** (jours d'envoi et de la séance non comptabilisés). En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé sans pouvoir être inférieur à **un jour franc**. Dans ce cas, le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider du renvoi de la discussion pour tout ou partie de l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

ARTICLE 4 – Accès aux dossiers (art L2121-13, L2121-13-1, L2121-12 al 2 et L2121-26 du CGCT)

Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de ses fonctions, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

A ce titre, durant les jours qui précèdent la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers qui ne seraient pas joints à la convocation, uniquement en mairie aux heures ouvrables sur simple demande auprès de la Direction Générale des Services.

Dans tous les cas, ces dossiers sont à la disposition des membres de l'assemblée en séance.

ARTICLE 5 – Questions orales (art L2121-19 du CGCT)

Les questions orales ont trait aux affaires de la commune et sur des sujets d'intérêt général. Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux.

Le texte des questions est adressé au Maire 48 H au moins avant une séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception. Lors de cette séance, le Maire ou l'adjoint délégué compétent répond aux questions posées oralement.

La ou les questions orales posées et validées telles qu'elles ont été reçues 48 H avant la séance, sont traitées à la fin de chaque séance ; la durée consacrée à cette partie est limitée à 30 minutes.

Enfin, le nombre de questions orales admises par séance est limité à 3.

ARTICLE 6 – Questions écrites

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

Dans cette hypothèse, le Maire pourra y répondre en fin de séance (lecture de la question écrite et réponse) selon la même procédure que les questions orales.

ARTICLE 7 – Conseillers intéressés (art L2131-11 du CGCT)

Les conseillers municipaux ne peuvent prendre part aux débats et délibérations portant sur les affaires dans lesquelles ils ont un intérêt direct ou indirect. La délibération et le procès-verbal doivent mentionner la non-participation des membres intéressés.

Avant de prendre part à un vote, chaque conseiller est tenu de vérifier, conformément à l'article L2131-11 du CGCT, de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et de son décret d'application n°2014-90 du 31 janvier 2014, qu'il ne se trouve pas personnellement, par rapport au sujet de discussion, dans une situation de conflit d'intérêts susceptible de vicier la délibération.

Constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Outre l'illégalité des délibérations, les conflits d'intérêts peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires au titre du délit de concussion, de la prise illégale d'intérêts et de la gestion de fait.

CHAPITRE II : Commissions et comités consultatifs

ARTICLE 8 – Commissions municipales (art L2121-22 et L2143-3 du CGCT)

Par délibération spécifique, le conseil municipal forme des commissions municipales. Elles sont convoquées par le Maire, en sa qualité de Président de droit. Dès la 1^{ère} réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer ou les présider si le Maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1000 habitants, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

ARTICLE 9 – Fonctionnement des commissions municipales

Par délibération spécifique, la liste des commissions municipales et le nombre de conseillers y siégeant, est fixé par commission.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret sauf si le conseil municipal décide à l'unanimité d'y renoncer.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions. Elles statuent à la majorité des membres présents.

Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

ARTICLE 10 – Comités consultatifs (art L2143-2 du CGCT)

Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal qui concerne tout ou partie du territoire communal.

En tant que de besoin, les créations, compositions et modalités de fonctionnement de ce ou ces comités seront fixés par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne lient pas le conseil municipal.

ARTICLE 11 – Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) (art L1413-1 du CGCT)

La création des CCSPL est obligatoire pour les communes de plus de 10 000 habitants. Elle fait l'objet d'une délibération spécifique pour la durée du mandat.

Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis au maire et communiqué par celui-ci aux membres de la commission ainsi qu'au conseil municipal.

Les rapports remis par les CCSPL ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

ARTICLE 12 – La Commission d'Appel d'Offres (CAO) (art L1411-5 du CGCT)

Les conditions d'intervention, de composition et de fonctionnement de cette commission sont régies par l'article L1411-5 du CGCT.

Une délibération spécifique du conseil municipal vient acter sa création et sa composition.

CHAPITRE III : Présidence**ARTICLE 13 – La présidence de la séance (art L2121-14 et L2122-8 du CGCT)**

Le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil municipal élit son président. Le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin, s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE 14 – Quorum (art L2121-17 du CGCT)

Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à 3 jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

ARTICLE 15 – Mandats (art L2121-20 du CGCT)

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

ARTICLE 16 – Secrétariat de séance (art L2121-15 du CGCT)

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance qui est un(e) élu(e), assiste le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

ARTICLE 17 – Accès et tenue du public (art L2121-18 al 1 du CGCT)

Les séances des conseils municipaux sont publiques. Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisée par le président.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

ARTICLE 18 – Enregistrement des débats (art L2121-18 al 3 du CGCT)

Sans préjudice des pouvoirs que le Maire tient de l'article L 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Les débats donnent lieu à un enregistrement servant de support au procès-verbal.

ARTICLE 19 – Séance à huis clos (art L2121-18 al 2 du CGCT)

Sur la demande de 3 membres ou du Maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

ARTICLE 20 – Police de l'assemblée (art L2121-16 du CGCT)

Le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires ...) le Maire en dresse le procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Il appartient au Maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

CHAPITRE IV : Débats et votes des délibérations

ARTICLE 21 – Déroulement de la séance (art L2121-29 du CGCT)

Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles qui peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses » qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Il soumet à l'approbation du conseil municipal les points urgents (au nombre de 3 maximum) qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'examen du conseil municipal du jour.

Le Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

ARTICLE 22 – Débats ordinaires

La parole est accordée par le Maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 20.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

ARTICLE 23 – Débat d'Orientation Budgétaire (art L2312-1 du CGCT)

Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Le Débat d'Orientation Budgétaire aura lieu entre le 15 février et le 31 mars de chaque année, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne donnera pas lieu à délibération mais sera enregistré au procès-verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Le rapport est mis à la disposition des conseillers en mairie 5 jours minimum avant la séance. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 24 – Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant de 5 membres du conseil.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

ARTICLE 25 - Amendements

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal. Ils doivent être présentés par écrit au Maire.

Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

ARTICLE 26 – Référendum local

L'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.

L'exécutif d'une collectivité territoriale peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.

L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin qui ne peut intervenir moins de 2 mois après la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise le projet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.

Lorsque la délibération organisant le référendum local ou le projet de délibération ou d'acte soumis à référendum est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les 48 heures.

ARTICLE 27 – Consultation des électeurs (art L1112-15, L1112-16 et L1112-17 al 1 du CGCT)

Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire du ressort de la collectivité pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

Dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales et, dans les autres collectivités territoriales, un dixième des électeurs, peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de la collectivité, l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée.

Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat.

ARTICLE 28 – Votes (art L2121-20 et L2121-21 du CGCT)

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Il est voté au scrutin secret :

1. soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame
2. soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil municipal vote de l'une des 3 manières suivantes :

- à main levée
- au scrutin public
- au scrutin secret

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote du compte administratif (cf. article L 1612-12 du CGCT) présenté annuellement par le Maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

ARTICLE 29 – Clôture de toute discussion

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le président de séance.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats et de lever la séance.

CHAPITRE V : Publicité des débats et des décisions**ARTICLE 30 – Délibérations et Procès-verbaux (art L2121-15, L2121-23 et L2121-25 du CGCT)**

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur le registre des délibérations. Elles sont signées par le Maire et le ou les secrétaires de séance.

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

ARTICLE 31 Affichage et communication (art L2121-25 et L2121-26 du CGCT et L311-9 du CRPA)

Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des délibérations et des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration, au choix du demandeur et dans la limite des possibilités techniques de l'administration :

1° Par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ;

2° Sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie sur un support identique à celui utilisé par l'administration ou compatible avec celui-ci et aux frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder le coût de cette reproduction, dans des conditions prévues par décret ;

3° Par courrier électronique et sans frais lorsque le document est disponible sous forme électronique;

4° Par publication des informations en ligne, à moins que les documents ne soient communicables qu'à l'intéressé en application de l'article L. 311-6.

CHAPITRE VI : Dispositions diverses

ARTICLE 32 – Mise à disposition des locaux aux conseillers municipaux (art L2121-27 et D2121-12 du CGCT)

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, dans un délai de 4 mois.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

Dans les communes de 10 000 habitants et plus, les conseillers municipaux concernés peuvent, à leur demande, disposer d'un local administratif permanent.

La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à la disposition des conseillers minoritaires entre leurs différents groupes est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le Maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes.

ARTICLE 33 – Bulletin d'information générale (art L2121-27-1 du CGCT)

Dans les communes de 1000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale. Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal.

Cette disposition ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe.

Aussi, dès lors que la commune diffuse un bulletin d'information générale, il doit être satisfait à cette obligation.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est fixée par le conseil municipal (annexe 1).

Les publications visées peuvent se présenter sur papier ou sur support numérique, tels que les sites internet.

ARTICLE 34 – Désignation des délégués dans les organismes extérieurs (art L2121-33 du CGCT)

Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

L'élection d'un Maire n'entraîne pas, pour le conseil municipal, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs. Par délibération spécifique propre à chaque désignation, le conseil municipal est appelé à se prononcer.

ARTICLE 35 – Retrait d'une délégation à un adjoint (art L2122-18 al 3 du CGCT)

Lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un adjoint, privé de délégation par le Maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'Etat Civil et officier de Police Judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le conseil municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

ARTICLE 36 – Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

ARTICLE 37 – Application du règlement

Le présent règlement est applicable au conseil municipal d'OLLIOULES dès son adoption.

0-0-0-0-0-0-0-0

Annexe à l'article 32 du REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

EXPRESSION LIBRE ESPACE RESERVE A LA MINORITE

1. **L'ESPACE** consacré à la minorité ne concerne que les bulletins trimestriels d'Ollioules Infos
2. **L'ESPACE** attribué à chaque groupe minoritaire est de ¼ de page étant précisé que les textes devront parvenir au Service Communication UN MOIS avant la parution du bulletin Ollioules Infos.
3. Le **RYTHME** des parutions est proposé sous réserve et à titre indicatif ainsi qu'il suit :
 - **Fin mars – Fin Juin – Fin Septembre – Début Décembre.**Tout changement de date fera l'objet d'une information aux groupes minoritaires.
4. **AUCUNE PHOTO** dans l'espace réservé à l'expression libre ne pourra être publiée.
5. Les textes remis par les groupes minoritaires seront retranscrits **SANS MODIFICATION OU CORRECTION.**
6. Le **GRAPHISME** sera identique à celui utilisé sur le bulletin Ollioules Infos (*sous réserve de la longueur du texte qui peut justifier un caractère plus petit*).
7. Les **NOMS** des représentants des groupes minoritaires pourront figurer au-dessous des textes édités (à la demande expresse des intéressés).

Conformément à l'article L. 2121-27-1 du CGCT, cet espace est réservé pour l'expression des élus de la minorité et la commune ne pourra être tenue responsable de ces écrits.

Un BON A TIRER sera adressé par FAX, à valider dans les 48 heures.